

Circulaire et pièces officielles

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **23 (1878)**

Heft 4

PDF erstellt am: **18.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-334854>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

que jamais en face de la situation politique actuelle. Voudrions-nous ne pas tenir compte de cette circonstance et aller même jusqu'à prendre un mouvement rétrograde?

L'armée suisse ne se verra pas déçue dans son attente, et les hauts Conseils législatifs de la Confédération trouveront les voies et moyens pour rétablir l'équilibre financier sans nuire à la force défensive de notre pays.

Agréez, Monsieur le Président et Messieurs, l'assurance de notre haute considération.

Berne, le 2 février 1878.

Au nom de l'assemblée des délégués de la Société suisse des officiers,

Le comité central :

Le Président,
VIGIER, lieut.-colonel.

Le Secrétaire,
STAMPFLI, lieutenant.

CIRCULAIRES ET PIÈCES OFFICIELLES

Du Conseil fédéral. 8 janvier. Ordonnance concernant la nomination et la promotion des officiers et sous-officiers. Brochure de 25 pages, soit 33 articles, avec 5 tableaux-formulaires.

Du Département militaire suisse. — N° 25/3 du 1^{er} février. Notifie que dans ses séances des 25 et 29 janvier écoulé, le Conseil fédéral a nommé au grade de capitaine dans le corps de l'état-major général 14 officiers (voir nominations déjà données).

— N° 26/33, 4 février. Informe que dans sa séance du 1^{er} courant, le Conseil fédéral a confié le commandement de la 1^{re} division de l'armée à M. le colonel d'artillerie Cérésolle, Paul, à Lausanne, en remplacement de M. le colonel Philippin, qui n'a pas accepté sa nomination. (1)

— N° 60/3, 4 février. Huit questions soumises aux colonels divisionnaires concernant les inspections d'armes.

— N° 66/45, 5 février. Demande aux cantons jusqu'à fin février un rapport sur l'exécution de la défense faite par les circulaires des 13 novembre 1875 et 31 mars 1876 de délivrer des armes à répétition ou de petit calibre se chargeant par la culasse à d'autres personnes qu'à la troupe.

— N° 12/2, 7 février. En date du 1^{er} février, l'artillerie de position est composée et numérotée à nouveau comme suit :

I^{re} division : C^{ie} n° 8, 9 et 10.
II^e » » 2 et 3.
III^e » » 4 et 7.
IV^e » » 1, 5 et 6.

(1) A l'occasion de ces nominations, critiquées par divers journaux, ceux-ci ont avancé des faits erronés qu'il n'est pas inutile de rectifier.

On a dit que M. Philippin avait été nommé sans avoir été présenté par les divisionnaires. C'est une erreur.

On demande pourquoi M. Cérésolle a passé sur le dos d'officiers plus anciens que lui, notamment de M. le colonel-brigadier Grand?... Ces journaux oublient qu'ils ont annoncé eux-mêmes la démission de M. le colonel Grand comme donnée le 6 décembre 1877. Le fait est qu'après les démissions constatées, M. Cérésolle se trouvait en tête, par l'ancienneté, des colonels disponibles de la Suisse romande, et qu'il n'y a eu, dans sa nomination, ni faveur ni passe-droit.
